



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence Régionale de Santé
Délégation Départementale du Gard**

Arrêté n° 30-2025-10-20-00001

Portant ouverture d'une enquête publique

Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux souterraines relatifs au prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'instauration de ses périmètres de protection (conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique.

Relative au captage d'eau potable dit « du Palais », situé sur le territoire de la commune de Monoblet exploité par la commune de Monoblet,

LE PREFET DU GARD

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre nationale du Mérite,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L 1311-1, L.1311-2, L.1321-1 à L.1321-8 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 ; L.181-10 ; L.214-1 à L.214-6 ; R.123-1 et suivants et R.214-1 ;

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-7-1 et L.5216-5 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 relative à la consultation du public ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Jérôme BONET, préfet du Gard ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral N°30-2016-04-26-004 du 26 avril 2016 portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre des articles L214-3 du code de l'environnement. Exploitation du champ captant dit du « palais » situé sur la commune de Monoblet ;

VU l'arrêté n° 30-2024-10-18-00005 donnant délégation de signature à M. Yann GERARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;

VU le plan local d'urbanisme de la commune de Monoblet ;

VU la délibération en date du 01/07/2025 par laquelle la commune de Monoblet a demandé l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique du captage et des périmètres de protection, situés sur la commune de Monoblet;

VU l'avis de Monsieur Michel PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique par le ministère de la santé pour le département du Gard, en date du 28 aout 2012, relatif à l'exploitation du captage du Palais pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine sur la commune de Monoblet ;

VU le dossier de l'enquête publique constitué par le demandeur comprenant les pièces portant sur la demande d'autorisation de distribuer de l'eau à des fins de consommation humaine et de déclaration d'utilité publique pour la dérivation des eaux au niveau du captage d'eau potable dit « du Palais » situé sur la commune de Monoblet et l'instauration des périmètres de protection du captage sur la même commune ;

VU la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département du Gard pour l'année 2025 ;

VU la décision n°E25000099/30 du 28/08/2025 du Tribunal Administratif de Nîmes, désignant Mme Hélène DUBOIS DE MONTREYNAUD, commissaire enquêteur ;

VU la notice explicative de la délégation départementale du Gard de l'Agence Régionale de Santé en date du 28/07/2025 ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer du Gard en date du 20/08/2025 ;

VU l'avis de l'établissement public territorial du bassin du Vidourle en date du 12/08/2025 ;

VU l'avis de la chambre d'agriculture du Gard en date du 03/07/2025 ;

SUR proposition de Monsieur directeur de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé Occitanie.

ARRÊTE

ARTICLE 1

Il sera procédé pendant 33 jours consécutifs, du jeudi 13 novembre 2025 à 9h au lundi 15 décembre 2025 à 12 h, sur le territoire de la commune de Monoblet à une enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique :

- des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux souterraines au niveau du captage dit du « Palais », situé sur la commune de Monoblet, à des fins de production d'eau destinée à la consommation humaine,
- des périmètres de protection et servitudes associées concernant le territoire de la commune de Monoblet.

ARTICLE 2

Les eaux captées par le captage d'eau potable dit du « Palais », situé sur la commune Monoblet sont destinées à l'alimentation en eau potable de la même commune.

A l'issue de la procédure d'enquête publique, le Préfet du Gard statuera sur la demande déposée par le maire de Monoblet portant sur :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux souterraines au niveau du captage du Palais au titre de l'article L.215-13 du Code de l'Environnement et de l'instauration des périmètres de protection associés au titre de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique,
- l'autorisation de produire et distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de cette ressource au titre du code de la santé publique conformément à ses articles L 1321-7, R 1321-6, R 1321-8.

Monsieur Philippe CASTANON, maire de la commune de Monoblet, est le responsable du projet soumis à la présente enquête. Monsieur le maire et ses services fourniront toutes informations utiles pour la bonne compréhension de ce projet.

Pour des informations complémentaires, celles-ci pourront être demandée à la commune par l'intermédiaire de l'adresse électronique suivante : communedemonoblet@orange.fr

ARTICLE 3

La déclaration d'utilité publique entrainera l'instauration des périmètres de protection destinés à préserver l'environnement du captage :

- un périmètre de protection immédiate,
- un périmètre de protection rapprochée,

Elle confèrera à la collectivité la possibilité de procéder pour le captage visé dans le présent arrêté :

- à la réalisation de travaux pour assurer une protection sanitaire satisfaisante de ce captage,
- à l'instauration de servitudes correspondant à des interdictions et/ou des réglementations d'activités dans les périmètres de protection rapprochée.

L'autorisation au titre du code de la santé publique de prélever de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage du Palais autorisera la collectivité à produire de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de cette ressource.

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage d'eau potable du Palais sont implantés sur la seule commune de Monoblet.

ARTICLE 4

La commissaire enquêtrice désignée par le tribunal administratif de Nîmes pour conduire l'enquête est Mme Hélène DUBOIS DE MONTREYNAUD ; M Bernard AVIGNON est désigné suppléant.

ARTICLE 5

La commissaire enquêtrice siègera en mairie de Monoblet, siège de l'enquête, et procédera en cette qualité, conformément aux dispositions ci-après.

ARTICLE 6

Le dossier d'enquête sera consultable pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance.

Un exemplaire papier du dossier d'enquête sera consultable gratuitement, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Monoblet.

Les heures d'ouverture de la mairie de Monoblet sont les suivantes :

- Lundi 9h00-12h00 - jeudi 9h00-12h00
- Mardi 9h00-12h00 - Vendredi 9h00-12h00
- Mercredi fermé

Un accès informatique est mis à la disposition du public, gratuitement pendant les heures d'ouverture de la mairie de Monoblet au moyen d'un poste informatique sur lequel le public peut consulter le dossier d'enquête.

L'intégralité du dossier sera également consultable, pendant toute la durée de celle-ci, sur le site de la mairie : <https://www.monoblet.fr/enquete-publique/>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition des intéressés qui désireraient lui faire part directement de leurs observations :

Date des permanences	Heures des permanences	Lieu des permanences
13/11/2025	De 9h à 12h	Mairie de Monoblet
22/11/2025	De 9h à 12h	Mairie de Monoblet
15/12/2025	De 9h à 12h	Mairie de Monoblet

ARTICLE 7

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les intéressés auront la possibilité de faire parvenir leurs observations et propositions :

- par courrier postal

En adressant ses observations et propositions par courrier au commissaire enquêteur domicilié en Mairie de Monoblet (73 rue Max Olivier Lacamp 30170 Monoblet – A l'attention de Madame la commissaire enquêtrice – Enquête DUP – 30170 MONOBLET). Le maire de la commune annexera, dès réception, ces courriers dans le registre d'enquête.

- par courrier électronique

En adressant ses observations et propositions à l'adresse électronique suivante : enquetepublique@monoblet.fr en précisant : « Enquête publique captage de Monoblet/ A l'attention de Madame la Commissaire enquêtrice ».

Le maire de la commune annexera, dès réception, ces messages électroniques dans le registre d'enquête.

- sur le registre papier en mairie de Monoblet

En déposant ses observations et propositions sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur. Ce registre sera disponible aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Monoblet.

- lors des permanences

En rencontrant la commissaire enquêtrice aux heures de permanence détaillées à l'article 6.

Les observations et propositions du public transmis par voie postale, courriels, ainsi que celles écrites et orales reçues par la commissaire enquêtrice, sont consultables au siège de l'enquête (Mairie de Monoblet). Les observations et propositions réceptionnées après la clôture de l'enquête, soit après le 15 décembre 2025 – 12h ne seront pas prises en compte.

ARTICLE 8

A l'expiration du délai fixé à l'article 1 ci-dessus, le registre d'enquête est clos et signé par la commissaire enquêtrice.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le demandeur dispose d'un délai de quinze jours pour répondre aux observations.

A l'issue de cette concertation, le commissaire enquêteur établit un rapport et consigne séparément ses conclusions motivées, conformément aux dispositions de l'article L123-15 du code de l'environnement en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables.

Conformément aux obligations de l'articles R 123-19 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet à l'Agence Régionale de Santé Délégation Départementale du Gard – 6 rue du Mail – CS 21001 – 30906 NIMES Cédex 2 le dossier complet, le rapport relatant le déroulement de l'enquête, les conclusions motivées, après avoir revêtu de son visa toutes les pièces qui le composent, dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête.

Le commissaire enquêteur transmet une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Le rapport et les conclusions motivées que le commissaire enquêteur est tenu de rendre dans les délais sus-visés, sont mis à la disposition du public à la mairie Monoblet et sur le site internet de la préfecture

<https://www.gard.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/MONOBLET-Enquete-publique-prealable-a-l-autorisation-d-exploiter-le-captage-d-eau-potable-dit-du-Palais> pendant une période d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 9

Un avis relatif à l'ouverture de cette enquête sera, par les soins du maire de Monoblet, affiché notamment en mairie de Monoblet et publié par tous autres procédés en usage dans cette commune 15 jours au moins avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci.

L'avis d'enquête sera également affiché en format A2 sur fond jaune aux abords du site du captage conformément à l'article R 123-9 du code de l'environnement.

Cet avis sera, en outre, inséré, par les soins de l'Agence Régionale de Santé, en caractères apparents dans deux journaux publiés dans le département du Gard, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les mêmes journaux.

Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage et de publication du maire ainsi que par un exemplaire des journaux susdits. Ces pièces visées par la commissaire enquêtrice seront annexées au dossier d'enquête.

ARTICLE 10

Avant l'ouverture de l'enquête, le maire notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de protection rapprochée dont le domicile est connu, l'avis d'ouverture de l'enquête. Les propriétaires concernés sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Les preuves des notifications seront jointes au dossier d'enquête.

L'article L.1321-3 du code de la santé publique stipule que les indemnités de l'éventuel préjudice résultant de l'instauration des périmètres de protection sont fixées selon les règles du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. En particulier, l'article L.321-1 de ce code indique que les servitudes en question sont susceptibles d'ouvrir droit à indemnisation en cas de dommage direct, matériel et certain.

ARTICLE 11

Les frais d'affichage et d'insertion de l'avis d'enquête dans les journaux, l'indemnisation de la commissaire enquêtrice, ainsi que tous autres frais auxquels peut donner lieu l'instruction de la demande, sont à la charge du demandeur.

ARTICLE 12

Au terme de l'enquête publique, pourront être adoptées par le préfet du Gard : une décision d'autorisation de produire et distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine assortie de mesures permettant la protection de cette ressource.

ARTICLE 13

Madame la sous-préfète du Vigan, Monsieur le directeur général de l'ARS Occitanie, Monsieur le maire Monoblet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

le 20/10/2025

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD